

PILLAGE D'UN FONCIER TOURISTIQUE À SKIKDA

Des peines allant de 3 à 7 ans de prison ferme p.2

LA **NR**
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

www.lnr-dz.com



URGENCE DE RÉORGANISER ET DE TRANSFORMER LE SECTEUR BANCAIRE

«Une réalité tangible qui s'impose à tous les services» p.3

Quotidien d'information indépendant - n° 6952 - Mardi 5 janvier 2021 - Prix : 10 DA

CONSEIL DES MINISTRES

La relance de l'économie, une préoccupation majeure

Un travail d'inspection au niveau de toutes les banques, notamment en ce qui concerne la transparence dans l'octroi de crédits, a été ordonné par le Président Tebboune qui estime que le point noir qui entache le secteur financier est dans le système bancaire qu'il convient de revoir. Il a également ordonné l'accélération de la numérisation du secteur des douanes afin de lutter contre la surfacturation et d'absorber les fonds circulant dans le marché parallèle. p.2



© Photo : D.R

FOCUS SUR L'ACTUALITÉ NATIONALE

Les textes de la révision constitutionnelle et la loi de finances 2021 promulgués. Et maintenant ? p.4

Réunion des pays Opep+ pour examiner l'évolution du marché pétrolier



L'Opep+ s'engage à maintenir le rebond des prix p.3

Des initiatives positives dans les zones d'ombre



p.2

Pétrole

Les producteurs de l'Opep+ prêts à ajuster les niveaux de production

Les pays signataires de la Déclaration de coopération (Doc) sont prêts à ajuster les niveaux de production en fonction des conditions et développements du marché pétrolier international, a déclaré le Secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo.



CRAAG

Secousse tellurique de magnitude 3,2 à Alger

Une secousse tellurique de magnitude 3,2 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 06 h 16 (heure locale) dans la wilaya d'Alger, indique le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), dans un communiqué.



Justice

Saïd Bouteflika transféré à la prison d'El-Harrach

Saïd Bouteflika a été transféré, dimanche, de l'Établissement militaire de Prévention et de Rééducation de Blida vers l'Établissement pénitentiaire civil d'El-Harrach, informe, lundi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

Conseil des ministres

La relance de l'économie, une préoccupation majeure

Un travail d'inspection au niveau de toutes les banques, notamment en ce qui concerne la transparence dans l'octroi de crédits, a été ordonné par le Président Tebboune qui estime que le point noir qui entache le secteur financier est dans le système bancaire qu'il convient de revoir.

Il a également ordonné l'accélération de la numérisation du secteur des douanes afin de lutter contre la surfacturation et d'absorber les fonds circulant dans le marché parallèle.

Ces instructions ont été données lors du Conseil des ministres, le premier jour de l'année 2021, et après une longue interruption, que le Président Abdelmadjid Tebboune a présidé dimanche 3 janvier 2021. Cette réunion a été consacrée à l'évaluation du bilan annuel de 2020 de différents secteurs ministériels. L'évaluation se poursuivra lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres. Pour le Président Tebboune, le bilan des performances ministérielles pour 2020 est plutôt mitigé avec du positif et du négatif. Après avoir donné la parole au Premier ministre, Abdelaziz Djerad pour présenter un exposé exhaustif sur le bilan des performances du Gouvernement pour l'année écoulée, le Président Tebboune a donné des instructions à l'effet de relancer les secteurs ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens, en passant à la vitesse supérieure à l'entame de l'année 2021, se félicitant du progrès tangible dans les secteurs vitaux tels que l'industrie pharmaceutique, les starts-up et le soutien à l'emploi de jeunes. Les secteurs ministériels qui s'inscrivent directement ou par incidence, dans le champ économique, ont pris la plus grande part dans les travaux du Conseil des ministres. Outre les instructions concernant le secteur financier, le président de la République a plaidé pour l'accélération du processus de numérisation des différents secteurs sensibles d'importance économique, notamment les impôts, les douanes et les domaines, et ce, dans le souci de permettre aux autorités publiques de disposer d'outils nécessaires à la mise en place des politiques, à leur mise en œuvre et à leur évaluation. Concernant le secteur des Mines, le Président Tebboune a réaffirmé l'importance d'entamer, dans les plus brefs délais, l'explo-



■ M. Tebboune a souligné la nécessité de poursuivre les efforts en vue de valoriser les ressources minières que recèle notre pays. (Photo: D.R)

tation effective de la mine de fer de Ghar-Djebilet et du gisement de zinc et de phosphate de Oued Amizour ainsi que la nécessité de parachever les procédures de lancement des grands projets structurels dans ce secteur. Il a souligné la nécessité de poursuivre les efforts en vue de valoriser les ressources

minières que recèle notre pays. Dans le secteur de la Pêche, toutes les facilitations nécessaires devront être accordées au lancement d'une industrie navale locale, permettant de développer la flotte nationale et rehausser les capacités de production pour l'approvisionnement du marché. Ce sont les ins-

tructions du Président Tebboune qui a chargé également le Gouvernement d'examiner le lancement de projets de partenariat dans le domaine de la pêche avec les différents partenaires de pays frères et amis. Le souci d'augmenter les capacités nationales de production concerne également les divers produits pharmaceutiques dont il faut réduire les importations à l'entame de l'année.

Le président de la République a souligné l'importance de la mise en œuvre des objectifs tracés dans le secteur de l'Industrie pharmaceutique. Concernant le secteur de la Culture, vu sous l'angle de son incidence sur l'économie nationale, le Président Tebboune a relevé l'impératif de pallier les lacunes enregistrées dans le domaine de l'industrie cinématographique qui n'a toujours pas atteint le stade de ressource économique, capable de générer des milliers de postes d'emploi permettant de contribuer à la relance de l'économie nationale. Enfin, dans le secteur de l'Agriculture et du Développement rural, c'est l'affaire d'importation de blé avarié de Lituanie qui a fait l'objet d'une instruction du chef de l'Etat qui a ordonné l'ouverture d'une enquête. Dans le même sens, il a chargé le ministre des Finances de procéder à un audit au sein de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC). On sait que la rationalisation des ressources budgétaires, l'élargissement de l'assiette fiscale, ainsi que l'amélioration du climat d'investissement et l'encouragement des exportations, sont les principaux objectifs visés par les mesures législatives et fiscales contenues dans la loi de Finances 2021.

Lakhdar A.

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Des initiatives positives dans les zones d'ombre

Le secteur de la santé devra poursuivre les préparatifs nécessaires pour lancer, janvier courant, la campagne de vaccination contre la Covid-19, suivant une organisation sans faille. Le Président Tebboune en a souligné la nécessité dimanche, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé. Concernant le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le président de la République a mis l'accent sur l'impérative concrétisation de l'indépendance de chaque Université et l'orientation vers un partenariat fructueux et un jumelage avec les universités étrangères.

Il a appelé, en outre, à l'intensification de la coopération entre les Universités nationales et leurs homologues étrangères, à travers l'adoption d'une approche permettant d'ériger l'Université en véritable locomotive pour l'économie nationale grâce à l'innovation et la recherche appliquée. Dans le chapitre social touchant de larges secteurs de la population, le Président Tebboune a appelé le Gouvernement à doubler d'efforts pour le renforcement des différents mécanismes dédiés à la femme au foyer, à même de l'encourager à adhérer au processus de production nationale.

Le communiqué de la Présidence de la République portant sur réunion du Conseil des ministres du dimanche 3 janvier, consacrée à l'évaluation du bilan annuel de 2020 de différents secteurs ministériels, a fait part du mécontentement exprimé par le Président Tebboune à propos de la gestion des zones d'ombre par certains walis, et son insistance sur l'impératif de faire la distinction entre les différents programmes de développement local. Le Président Tebboune a souligné par la même, certaines initiatives positives, tel l'approvisionnement en eau et en gaz par voie de réservoirs dans certaines régions frontalières. Il a mis en garde contre la poursuite du phénomène d'approvisionnement en eau par les méthodes rudimentaires, une tragédie dont des enfants ont été victimes.

Dernièrement, en visite à Tiaret, le Conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a affirmé que le taux d'avancement des travaux de réalisation des projets de développement destinés aux zones d'ombre sur le territoire national était de 40%, affirmant que la prochaine phase verrait une réalisation plus importante de projets aux fins d'enclencher le changement et d'ériger ces zones en un espace de production. Ce chantier des zones d'ombre lancé par le Président Tebboune vise à améliorer les conditions de vie de quelque 8,5 millions d'habitants, à changer la vision des citoyens vis-à-vis des zones rurales en favorisant les investissements, notamment au profit des jeunes.

L. A.

REPÈRE

Pillage d'un foncier touristique à Skikda

Des peines allant de 3 à 7 ans de prison ferme

Le Tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a prononcé des peines allant de trois à sept ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia et des deux anciens ministres des Travaux publics, Amar Ghoul et Abdelghani Zaâlane poursuivis dans des affaires de corruption dans le secteur du Tourisme à Skikda. Le tribunal a condamné l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia à une peine de 7 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars dans le cadre de cette affaire, alors que les deux anciens ministres des Travaux publics, Amar Ghoul et Abdelghani Zaâlane ont écopé quant à eux d'une peine de 3 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. L'investisseur Ben Fassih Mohamed qui est au cœur de cette affaire, a lui été condamné à 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. La même juridiction a également prononcé une peine de 2 ans de prison ferme et une amende d'un million DA à l'encontre des ex-walis de Skikda Fawzi Ben Hocine et Derfouf Hadjri, tandis que l'ancien wali Mohamed Bouderbali a été condamné à 5 ans de prison ferme. Pour ce qui est des autres accusés, Kamel Aliouane, a écopé de deux ans de prison ferme. L'ancien directeur des Domaines Rachid Amara a écopé de deux ans de prison. Une peine de deux ans de prison ferme a été prononcée contre le fils de l'homme d'affaires Ben Fassih Mohamed. A rappeler que le procureur de la République, près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis le 26 décembre dernier une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million DA contre les anciens Premier ministre et ministre des Travaux publics, respectivement Ahmed Ouyahia et Amar Ghoul, et une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende du même montant contre l'ancien ministre des Travaux publics, Abdelghani Zaâlane, poursuivis dans une affaire de corruption dans le secteur touristique à Skikda. Une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million DA a également été requise par le procureur de la République contre l'ancien wali de Skikda, Mohamed Bouderbali poursuivi dans une affaire de dilapidation de deniers publics et pour octroi d'indus avantages, consistant en une assiette foncière, en faveur de l'homme d'affaires, Ahmed Ben Fassih.

Urgence de réorganiser et de transformer le secteur bancaire

«Une réalité tangible qui s'impose à tous les services»

La modernisation et la restructuration du système bancaire algérien s'imposent. Depuis plusieurs mois, le secteur bancaire est entré dans une forte crise de liquidité, de rentabilité et une baisse conséquente du ratio crédit/dépôt.

L'arrivée de la crise sanitaire liée au Covid-19 n'a fait que compliquer la situation des banques publiques, et ce, malgré la décision de soutien de la Banque Centrale qui a amené son taux directeur de 6% à 3% pour absorber le problème de liquidité. Ce qui malheureusement n'a servi à rien. La crise de liquidité s'est installée dans la durée. Son taux a baissé de 30%. Le système bancaire algérien a atteint ses limites. Il ne s'adapte plus à l'évolution du marché financier et économique et pénalise de plus en plus avec ses techniques et équipements obsolètes les opérateurs économiques. Désormais, la digitalisation du système bancaire et financier national est une urgence pour atteindre l'embellie générale de l'économie nationale. Un système toujours modelé par le progrès et la technologie. Une étape primordiale pour réussir le plan de la relance écono-



■ Désormais, la digitalisation du système bancaire et financier national est une urgence pour atteindre l'embellie générale de l'économie nationale. (Photo : D.R)

mique (2020/2024) qui vise à asseoir une économie du marché libre et surtout diversifiée. Attaché au respect de ses promesses et à la concrétisations de ses objectifs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur l'urgence de réformer le secteur bancaire qui, selon lui, est «le point noir qui entache le secteur économique», affirmant, dans ce sens, qu'«il convient de revoir, par un travail d'inspection au niveau de toutes les banques, notamment en ce qui concerne la transparence dans l'octroi de crédits». Il a appelé, lors du dernier Conseil des ministres a revoir tout le système bancaire et régime financier et le remplacer par des structures plus modernes, reconfigurer les liens des banques, notamment, publiques avec les secteurs industriels et entrepreneuriaux et se concentrer, en parallèle sur le progrès de consolidation interne et l'autogestion des crédits alloués aux petites entreprises. La récente crise financière provoquée par la crise économique et sanitaire du Covid-19 a révélé la vulnérabilité et l'incapacité des

banques publiques prépondérantes caractérisées par une rentabilité médiocre et la prédominance déficitaire. Défectueux et surtout dépassé, le système bancaire doit être revu en urgence, selon le Président Tebboune qui accorde une attention particulière à ce secteur pivot de la relance économique. Il a ordonné «l'accélération de la numérisation du secteur des douanes afin de lutter contre la surfacturation et d'absorber les fonds circulant dans le marché parallèle». La numérisation du secteur bancaire permettra de contrôler les transactions financières et garantir la transparence et la régulation des différentes opérations. Ce qui nécessite en parallèle la formation du personnel pour s'adapter au changement. La modernisation du secteur bancaire constitue, en effet, un jalon décisif des restructurations structurelles du secteur financier qui favorise le soutien des entreprises productives et l'économie nationale. Le Gouvernement est déterminé à lancer ce chantier qui a besoin d'importants moyens financiers et matériels pour moderniser un système

obsolète et surtout désorganisé. C'est le début d'un nouvel élan pour le secteur économique, notamment, industriel via l'accroissement des investissements. Il est prévu dans le Plan de la relance économique 2020/2024 l'ouverture de banques algériennes à l'étranger ainsi que des bureaux de changes afin d'absorber l'argent informel qui circule hors circuit bancaire. Plus de 80 milliards de dollars circulent sur le marché parallèle. Un marché hautement fréquenté par les commerçants et les touristes. Dans une déclaration récente aux médias, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a affirmé que les bureaux de change seront destinés uniquement aux étrangers, ce qui affectera le marché noir, notamment, avec la baisse de la valeur du dinar face à la devise atteignant des niveaux record même sur le marché officiel. La loi de Finances 2021 prévoit une baisse progressive de la valeur du dinar jusqu'en 2023, soit un taux de 142 dinars pour un dollar américain en 2021, 149,71 dinars en 2022 et 156 dinars en 2023. La monnaie nationale perd chaque année 5% de sa valeur, ce qui impose une révision urgente de la loi sur la monnaie et le crédit. Un autre chantier aussi indispensable qu'important pour réguler le secteur bancaire et financier. Ainsi lever les obstacles réglementaires et boursiers afin de relancer l'activité de la Bourse d'Alger, en pleine de croissance. Le Gouvernement pourrait peut-être se pencher sur le statut des banques nationales qui accordent la plus grande priorité au crédit aux entreprises publiques ou sous sa tutelle, contrairement aux entreprises privées qui ont un accès limité. La stabilité du système bancaire permettra d'apprécier les enjeux actuels et à venir, considéré comme le sésame de la révolution économique moderne.

Samira Takharboucht

MINISTRE DES FINANCES

Facture d'importation

Baisse de la facture d'importation en 2020

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a annoncé, ce lundi 4 janvier 2021, lors de son passage au forum de la radio nationale, que la facture d'importation a été réduite de 8 milliards de dollars jusqu'au 31 décembre 2020.

Il a déclaré que cet indicateur avait un lien direct avec le contrôle de la surfacturation qui représentait les années précédentes entre 30 et 35% de la valeur de la facture d'importation, citant l'année 2014, où la valeur de la facture d'importation s'élevait à 64 milliards de dollars en raison de surfacturation.

Le ministre des Finances a ajouté que la facture d'importation, qui oscille actuellement entre 27 et 28 milliards de dollars, reflète les efforts consentis pour réduire le déficit budgétaire et représente la réalité des besoins du marché, loin de tout déséquilibre dans l'offre du marché national.

Il a par ailleurs indiqué que son département ministériel a initié des mesures de contrôle sur plusieurs entreprises publiques pour examiner comment l'argent public est dépensé.

Le ministre a précisé qu'il existe des mesures très incitatives pour attirer les jeunes qui souhaitent investir, soulignant que toutes les exonérations prévues par la loi de Finances 2021 visent à promouvoir le produit national et les exportations.

Aymen Benabderrahmane a indiqué que le président de la République a chargé son département ministériel d'imposer un contrôle sur plusieurs entreprises qui ont connu des déséquilibres dans leur gestion.

«Nous nous efforçons de contrôler la manière dont les fonds publics sont dépensés au niveau de toutes les entreprises étatiques», a indiqué le même responsable qui a révélé l'existence d'une équipe d'inspection au niveau de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC).

Selon le ministre, les équipes d'inspection réalisent un audit de la gestion matérielle et comptable de l'OAIIC, ainsi que sur la signature de contrats effectuée par le même organisme.

C.P.

BRÈVE

Transfert

Saïd Bouteflika transféré à la prison d'El-Harrach



Saïd Bouteflika a été transféré, dimanche, de l'Etablissement militaire de Prévention et de Rééducation de Blida vers l'Etablissement pénitentiaire civil d'El-Harrach, informe, lundi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

«En application de la décision de la Cour d'Appel militaire de Blida, prononcée lors de l'audience tenue en date du 2 janvier 2021, nous informons l'opinion publique que l'accusé Saïd Bouteflika a été transféré hier soir 3 janvier 2020 de l'Etablissement militaire de Prévention et de Rééducation de Blida vers l'Etablissement pénitentiaire d'El-Harrach et a été mis à la disposition du Procureur de la République, près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'Hamed où il est poursuivi dans d'autres affaires», précise la même source

Agence

Réunion des pays Opep+ pour examiner l'évolution du marché pétrolier

L'Opep+ s'engage à maintenir le rebond des prix

Un mois après avoir décidé d'augmenter progressivement leur volume de production de 500.000 b/j, les 13 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep) et leurs dix alliés hors Opep, se sont réunis, hier, par visioconférence, afin d'examiner l'évolution du marché pétrolier et fixer le volume de la production de pétrole à mettre sur le marché mondial, le mois de février prochain. A l'issue de la 25^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC) et la 13^e réunion ministérielle de l'Opep et non-Opep, il a été convenu de réajuster à nouveau la quantité des extractions afin de soutenir les prix du marché pétrolier et la demande.

«Les pays signataires de la Déclaration de coopération (Doc) sont prêts à ajuster les niveaux de production en fonction des conditions et développements du marché pétrolier international», a indiqué, le Secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo. La prolongation par certains pays des mesures de restrictions contre la Covid-19, à l'instar de l'Al-

lemagne, le Japon et l'Angleterre risquent d'affecter la reprise de la demande en la matière.

Pour rappel, lors de la 180^{ème} Conférence de l'Opep, les signataires de la Déclaration de coopération ont dû agir face à la seconde vague du Coronavirus et anticiper le risque d'une nouvelle chute des cours du pétrole sur le marché mondial. D'où la décision d'augmenter progressivement le volume de production des pays membres du groupe informel Opep+. L'engagement pris depuis le début de la pandémie ont permis de stabiliser les prix du pétrole et réduire le surplus du brut sur le marché mondial.

Les prix ont suivi depuis une tendance plutôt rassurante et ont réussi à atteindre depuis deux mois à reprendre leur niveau d'avant la crise sanitaire.

Les cours de l'or noir ont dépassé 51 dollars le baril à la clôture de la séance d'hier, après avoir chuté à 19 dollars en avril dernier. Un rebond motivé par le début de la cam-

pagne de vaccination contre la Covid-19 et la reprise graduelle de la demande chinoise. Un effort également conforté par la volonté de l'Opep+ de garder une forte influence sur le marché. La Russie et l'Arabie saoudite ont réussi à s'entendre sur la reprise progressive des seuils initiaux de leurs productions, après plusieurs semaines de tergiversation.

L'Algérie a d'ailleurs joué un rôle très important dans la gestion de la crise pétrolière et l'instauration d'un peu d'équilibre et de stabilité sur le marché. Elle a réussi des efforts considérables lors des dernières négociations sur l'éventuelle réduction de la production pour stabiliser les prix du pétrole sur le marché.

L'Algérie a réussi en 2016 à mettre un terme à la guerre des prix déclenchée en 2014 et à parvenir à un compromis, validé en novembre 2016 par les pays membres signataires de la Déclaration de coopération, lors de la réunion tenue à Vienne.

Samira Takharboucht

Focus sur l'actualité nationale

Les textes de la révision constitutionnelle et la loi de Finances 2021 promulgués. Et maintenant ?



■ 2021 devrait être mise à profit pour corriger ce qui peut l'être et mettre les jalons de ce qui peut s'apparenter à du neuf et à de l'innovant dans tous les domaines. (Photo : DR)



Par Abdelali Kerboua

Les usages de la République sont saufs et l'encadrement légal de la voie à suivre est ainsi mis en place. L'année 2021 commence, après celle calamiteuses qui l'a précédée pour cause de pandémie de la Covid-19, avec la mise en place des instruments juridiques censés piloter le processus de changement institutionnel promis par le Président à son élection et porté publiquement par ce qui est appelé le programme de changement de gouvernance en 54 points, à décliner en autant de chantiers de réforme, parfois radicales. Comme c'est le cas de celles attendues dans le champ économique et celui de la gouvernance publique. Si 2020 a constitué un véritable frein dû à la crise sanitaire majeure, amplifiée par l'absence du Président des com-

Au lendemain de son retour pour soins en Allemagne, le Président Abdelmadjid Tebboune s'est attelé, (il est parfaitement dans son rôle institutionnel), à baliser la voie de progression du pays pour l'année qui commence et celles qui suivront. En effet, le texte portant révision constitutionnelle a été promulgué et publié au JORA N° 82 du 30 décembre 2020 et celui portant LF 2021 dans le JORA N° 83 clôturant l'année le 31 décembre 2020.

mandes comme victime emblématique de la Covid-19, sur les plans économique, social et sociétal, 2021 devrait être mise à profit pour corriger ce qui peut l'être et mettre les jalons de ce qui peut s'apparenter à du neuf et à de l'innovant dans tous les domaines. Et là, la gestion du temps devrait être au centre des préoccupations de l'Etat et de ses dirigeants politiques, à commencer par le timonier en chef à la barre du bateau Algérie. Ce bateau a les ressources et la capacité de manœuvre nécessaire pour éviter les récifs et redresser le cap définitivement.

Pour cela, il a besoin d'une vision clarifiée et de l'intelligence humaine capable de la transformer en projets transformateurs de la réalité, dans la transparence, la cohérence et l'efficacité dans la manière de faire. Et en économie, les objectifs mobilisateurs d'énergie productive ne manquent pas. On n'a qu'à se rappeler les objectifs prioritaires du Plan de relance économique de l'été 2020 à travers lequel le Président ambitionnait de réduire la facture des importations de 10 milliards USD en 2020 et de placer la barre des exportations hors hydrocarbures à 5 milliards USD en 2021 pour se convaincre du travail colossal à mener et des changements radicaux en matière de gouvernance publique à mettre en œuvre sans attendre.

C'est vrai qu'un grand couac appelé Coronavirus est survenu, sans avertir, obligeant les

uns et les autres à refaire leurs calculs. Mais cela ne dispense personne du devoir d'adaptation et d'ajustement aux contraintes extraordinaires, surtout si on est aux commandes des affaires de l'Etat. Car remonter la pente en 2021 relève de la gageure, après avoir perdu un pourcentage significatif de la richesse nationale, vu ses recettes d'hydrocarbures s'effondrer et son taux de chômage augmenter en l'espace d'une année effroyable à plus d'un titre. Le tableau est pessimiste mais l'optimisme de l'action doit prendre le dessus en 2021, en reformant, en débureaucratisant, en rationalisant la dépense publique, en réhabilitant les compétences vives du pays, en alliant intégrité, intelligence et perspicacité dans tout ce qui est entrepris pour dépasser ce cap difficile que nous vivons tous ensemble. On s'en sortira dans l'unité, en fructifiant nos ressources et en augmentant notre capacité de résilience face à l'adversité aux facettes multiples. Et celles de l'économie ne sont pas des moindres. Osons espérer que le premier Conseil des ministres de cette année 2021 sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune apportera des gages d'espoir sur le chemin ardu du changement. Et ce ne serait qu'un début heureux en cet hiver 2021 qui s'annonce rigoureux. Et si la rigueur du temps pouvait être source d'inspiration dans le travail des hommes. Pourquoi pas ?!

A. K.

Et là, la gestion du temps devrait être au centre des préoccupations de l'Etat et de ses dirigeants politiques, à commencer par le timonier en chef à la barre du bateau Algérie. Ce bateau a les ressources et la capacité de manœuvre nécessaire pour éviter les récifs et redresser le cap définitivement. Pour cela, il a besoin d'une vision clarifiée et de l'intelligence humaine capable de la transformer en projets transformateurs de la réalité, dans la transparence, la cohérence et l'efficacité dans la manière de faire.

ANSEJ

Dispositif

Plus de 70% des entreprises créées nécessitent une prise en charge

Plus de 70 % des entreprises créées dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) sont en crise et nécessitent une prise en charge, notamment à travers le rééchelonnement de leurs dettes et la possibilité de disposer de plans de charge, a affirmé samedi le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise Nassim Diafat, rapporte ce samedi 2 janvier 2021 l'agence officielle. Sur les 380.000 entreprises créées dans le cadre du dispositif Ansej, plus de 70% sont actuellement en crise et n'arrivent pas à rembourser leurs crédits, nécessitant notamment le traitement de leurs créances conjointement avec les banques, a fait savoir M. Diafat, selon le même média.

Ces micro-entreprises vont bénéficier, selon le ministre délégué, du rééchelonnement de leurs créances pouvant aller jusqu'à cinq (05) année et d'un différé de paiement allant jusqu'à douze (12) mois, avec un effacement des agios, des intérêts, des pénalités de retard, des frais commissions et taxes.

Ces mesures d'aide aux entreprises en difficulté ont été prises conformément aux orientations du président de la République Abdelmadjid Tebboune, qui avait mis l'accent sur l'intégration des micro-entreprises Ansej dans le plan de relance économique, a souligné M. Diafat.

Dans ce contexte, le ministre délégué a expliqué que «les micro-entreprises financées dans le cadre du dispositif géré par l'Ansej n'ont pas trouvées les conditions et le cadre qui favorisent leur émergence et leur développement, contribuant à leur échec, malgré la mobilisation d'importantes ressources». S'agissant des entreprises dont les activités ne peuvent être réhabilitées et/ou qui sont dans l'incapacité d'honorer leurs créances, M. Diafat a fait savoir qu'un traitement spécifique sera réservé à ces cas, pouvant aller à leur exemption du remboursement de leurs créances. Sont concernées par cette mesure des micro-entreprises sinistrées durant les catastrophes naturelles (inondations/séismes), des entreprises dont les promoteurs sont décédés ou présentant une incapacité physique ou mentale avérée, des promoteurs ayant un équipement obsolète, ainsi que des micro-entreprises indemnisées par le fonds de garantie dont les équipements ont été saisis et/ou vendus par les banques. Les mesures décidées et les actions engagées par les pouvoirs publics visent, selon le ministre délégué, à mettre en place les conditions permettant aux micro-entreprises d'exercer leurs activités et de se développer, notamment en leur offrant la possibilité de disposer de plans de charge. Celles-ci permettront aussi la réhabilitation d'un maximum de micro-entreprises en difficulté, en mesure de relancer leurs activités. Dans cette perspective, des conventions ont été signées avec plusieurs départements, pour la réservation de plan de charge dans le cadre des marchés publics ou dans la cadre de la sous-traitance dans les secteurs des eaux et de l'hydraulique, de la télécommunication, du tourisme et de l'artisanat, la jeunesse et des sports, des mines et de l'environnement, de l'industrie et de l'habitat.

Agence

INFO EXPRESS

**Sidi Bel Abbès
245 grammes de kif saisis et six suspects arrêtés**

Les éléments de la Sûreté de daïra de Marhoum, à 120 km au sud-est de la ville, ont réussi, sur la base d'une information, à arrêter six (6) individus en possession de 245 grammes de kif traité et une somme d'argent de 16 millions de centimes, issue des revenus des ventes, rapporte un communiqué de la cellule de la police. L'enquête a permis l'arrestation du 1er suspect, âgé d'une trentaine d'années, qui avait dénoncé ses 5 complices, qui ont été arrêtés et présentés devant le juge pour trancher sur leur cas, a conclu le communiqué.

D.T

**Asphyxie au monoxyde de carbone
Une famille sauvée in extremis à Relizane**



Le monoxyde de carbone fait toujours de victimes durant la saison de l'hiver, où il ne se passe pas un jour sans qu'on ne déplore des victimes. En effet, six personnes d'une même famille ont été sauvées d'une mort certaine, tard dans la nuit de dimanche aux environs de 22h05 minutes à Djidiouia, à 35 kilomètres au nord de Relizane-ville, après qu'elles eurent inhalé du monoxyde de carbone, a-t-on appris de la cellule de communication de la direction locale de ce corps constitué. Alertés par les voisins des victimes résidant à la cité 46 logements relevant de la commune de Djidiouia, les pompiers ont sauvé in extremis les six membres de la famille, deux de sexe masculin âgés de 54 et 20 ans, et quatre de sexe féminin âgées de 50, 43, 26 et 9 ans, ayant inhalé du monoxyde de carbone diffusé par un chauffe-bain, a-t-on précisé. Après avoir reçu les premiers soins sur place, les victimes qui souffraient de difficultés respiratoires ont été transférées vers la polyclinique de Djidiouia, a-t-on fait savoir.

N.Malik

Mostaganem

Découverte d'une baleine échouée sur la plage de Khadra



Le mammifère, rejeté par les fortes vagues vers une plage non surveillée près du village de Khadra (70 km à l'est de Mostaganem), est une baleine femelle à bec de cuvier de quatre mètres de long trouvée dans état de décomposition avancé. Selon les premières constatations, la baleine serait mordue par un requin, a-t-on indiqué de même source, signalant l'état d'une mer houleuse et un relief accidenté dans cette zone côtière.

Une baleine a été découverte dimanche échouée sur la plage de Khadra à l'Est de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la station de wilaya du commissariat national du littoral.

La découverte de ce mammifère échoué est la deuxième du genre en l'espace d'une semaine dans la wilaya après celle, mercredi dernier, d'un

dauphin bleu et blanc dans un état de décomposition sur la plage de Mers Cheikh, dans la commune d'Ouled Boughanem (90 km à l'est de Mostaganem). Les services de la gendarmerie nationale, de la direction l'environnement, du commissariat national du littoral et de la commune avaient enterré le dauphin (femelle) d'une longueur d'un mètre et d'un poids de 20 kilos afin de préserver l'environnement.

Agence

Renversement d'un véhicule à Tamanrasset

Le CNDH se dit rassuré quant à la prise en charge des victimes

Le Conseil nationale des droits de l'Homme (CNDH) s'est dit, dimanche, rassuré concernant la mobilisation des autorités de la wilaya de Tamanrasset de toutes les équipes médicales pour prendre en charge les victimes de l'accident du renversement d'un véhicule survenu jeudi dernier dans le sud d'Arak et ayant fait 21 morts et 10 blessés. «Le CNDH note avec satisfaction la mobilisation des autorités locales de toutes les équipes médicales dans le souci de prendre en charge les victimes», a indiqué un communiqué du Conseil, ajoutant qu'une enquête à été ouverte pas les autorités compétentes en vue de dé-



terminer les circonstances de l'accident. Le Conseil suit de près les efforts de l'Algérie, de par sa législation et ses organes exécutifs, à travers les pratiques exemplaires établies, ajoute la source. Selon le CNDH, l'Algérie a toujours lutté contre certains phénomènes imposés par l'emplacement géographique et les derniers développe-

ments sur les scènes régionale et internationale. Pour rappel, l'accident du renversement d'un véhicule est survenu jeudi dernier dans le sud d'Arak (110 km de la ville de Tamanrasset), faisant 21 morts sur un total de 31 passagers, tous de nationalité africaine à l'exception du conducteur (nationalité algérienne).

Agence

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulant) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout Puissant vous le rendra.

MOB : 0782519683

CRAAG : secousse tellurique de magnitude 3,2 à Alger



Une secousse tellurique de magnitude 3,2 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 06 h 16 (heure locale) dans la wilaya d'Alger, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), dans un communiqué.. (Photo > D. R.)

Biskra : réception d'une infrastructure de santé, don de l'Arabie saoudite



Les services de la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Biskra (425 km au Sud-est d'Alger) ont réceptionné dimanche, une infrastructure de santé, don du royaume de l'Arabie saoudite. (Photo > DR)

Appel à l'activation des services de portabilité des numéros et d'itinérance nationale



L'Association de protection et orientation du consommateur et son environnement (APOCE) a appelé, dimanche dans un communiqué, à l'activation des services de la portabilité des numéros et de l'itinérance nationale, prévus dans la loi 18-04 fixant les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques, en vue de l'amélioration des prestations offertes aux abonnés par les opérateurs de téléphonie mobile. (Photo > D. R.)

Gestion intégrée des zones côtières : la stratégie nationale examinée ce mois



Le projet de la stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières sera présenté, janvier courant, devant le gouvernement pour adoption, a-t-on appris auprès du ministère de l'Environnement. (Photo > D. R.)

Nouvelle carte géographique du Maroc adoptée par les Etats-Unis L'administration américaine compte ouvrir un consulat général dans la ville de Dakhla



■ Israël envisagerait de réclamer 250 milliards de dollars de dédommagements aux pays arabes dont le Maroc. (Photo : D.R)

«Ces développements représentent une avancée majeure qui devrait effectivement conduire à résoudre cette question qui a perduré», a-t-il souligné dans un article publié par le journal électronique libanais Al Sharq. Le diplomate a déclaré que « la reconnaissance par les Etats-Unis d'Amérique du Royaume du Maroc sur l'ensemble du Sahara marocain a fait l'objet d'un décret présidentiel publié dans le registre fédéral américain et constitue un soutien explicite à la position marocaine et un tournant majeur pour cette question, couronnant ainsi des concertations qui ont duré deux ans et demi entre Mohammed VI et l'Administration américaine sur cette question», note-t-il. En ajoutant «l'importance de la décision américaine réside dans le fait qu'elle exprime la position d'un pays de la taille des Etats-Unis d'Amérique et qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une forte dynamique positive que connaît la question du Sahara marocain, à travers la démarche entreprise, jusqu'à présent, par vingt pays, et qui consiste à reconnaître la marocanité du Sahara en ouvrant des représentations consulaires dans les provinces du Sud du royaume». Les Etats-Unis comptent ouvrir un consulat général dans la ville de Dakhla. Par ailleurs cet ambassadeur marocain a de même souligné que ces développements mettent en évidence que la résolution définitive de ce conflit n'est plus qu'une question de temps, et qu'elle ne le sera certainement que dans le cadre de l'autonomie de ces territoires, sous la pleine souveraineté du Maroc. Le diplomate a également mis l'accent sur la nécessité de «ne pas confondre l'accord sur la reprise des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël, conclu dans le cadre de la pleine

«Les derniers développements dans la question du Sahara marocain révèlent un changement qualitatif dans le traitement de ce différend régional artificiel», a affirmé mercredi l'ambassadeur du Maroc à Beyrouth, M. Mohammed Grine, cité par le quotidien Libe.ma.

souveraineté marocaine et de l'indépendance de sa décision ainsi que sa position sur la question palestinienne. «Les Palestiniens connaissent mieux que tout autre ce que signifie la Palestine pour le gouvernement et le peuple marocains, et ce que le Royaume du Maroc a consenti pour cette cause comme devoir envers nos frères palestiniens et ce depuis des décennies et jusqu'à aujourd'hui», a-t-il indiqué.

Israël compte réclamer des dédommagements au Maroc

Le gouvernement d'Israël envisagerait de réclamer à des pays arabes dont le Maroc environ 250 milliards de dollars en guise de dédommagement sur les avoirs et les biens laissés par les Juifs partis au lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël. Des informations circuleriaient dans des rapports sur la volonté du gouvernement israélien de réclamer environ 250 milliards de dollars à des pays arabes au Proche Orient et en Afrique du nord. Cette somme serait l'estimation des biens et des avoirs laissés dans ces pays par les Juifs partis au lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948, rapporte l'hebdomadaire Al Ayyam dans sa dernière édition.

Les mêmes rapports, poursuit l'hebdomadaire évoquent le Maroc sans préciser la somme réclamée, la Tunisie qui devrait verser 35 milliards de dollars et la

Libye (quinze milliards de dollars). D'autres pays arabes sont également cités. Il s'agit de la Syrie, de l'Egypte et du Yémen, en plus de l'Iran. L'enveloppe totale est de 250 milliards de dollars, rappelle la même source. D'ailleurs ajoute l'hebdomadaire en décembre 2014, le président israélien, Reuven «Ruby» Rivlin, avait clairement demandé aux pays arabes des réparations financières au profit des Juifs qui ont été forcés de quitter ces pays dans les années qui ont suivi la guerre israélo-arabe de 1948. «Restituez-nous l'argent des Juifs», était le message formulé par le président israélien à l'occasion de la cérémonie de commémoration de l'anniversaire de l'expulsion des Juifs des pays islamiques après la création de l'Etat d'Israël. En janvier 2019, poursuit l'hebdomadaire, la ministre israélienne de l'Égalité sociale, Gila Gamliel, est revenue à la charge. la ministre israélienne a déclaré qu'il serait temps de corriger les injustices historiques subies par les Juifs dans sept pays arabes et en Iran, en leur restituant des centaines de milliers de biens qu'ils avaient perdus. Ce qui est étonnant dans ce sens, fait remarquer l'hebdomadaire c'est que les Juifs du Maroc n'ont pas été expulsés mais ont rejoint Israël dans le cadre d'une émigration collective. Par ailleurs, ajoute Al Ayyam, le gouvernement de l'Etat d'Israël a conclu une convention avec un cabinet international en vue d'évaluer la valeur des biens et des avoirs des centaines de milliers de Juifs au Proche Orient et en Afrique du Nord. Le nombre de ces juifs ayant rejoint Israël en 1948 est estimé à environ 856.000 personnes, dont environ 200.000 du Maroc, fait-on savoir de même source.

Oké Faouzi

Niger Bazoum en passe de devenir le premier président d'origine arabe

Le candidat du parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir), Mohamed Bazoum, arrivé en tête du premier tour de la présidentielle du 27 décembre au Niger, pourrait, selon des observateurs, devenir le premier président d'origine arabe. Mohamed Bazoum, acteur clé de la vie politique au Niger depuis trente ans et candidat du parti au pouvoir à l'élection présidentielle n'a pas été élu dès le premier tour comme il l'espérait, mais, de l'avis des analystes, le bras droit du président sortant, Mahamadou Issoufou, ne manque pas d'atouts pour prétendre au poste de président.

Bazoum, qui vient de la tribu arabe «Ouled Sliman», a été l'un des fondateurs du PNDS. Aujourd'hui, il préside cette formation affiliée à l'Internationale socialiste, un atout certain en matière de relations publiques, d'après des analystes. Cet excellent orateur a fait ses premières armes en politique au sein du Syndicat national des enseignants du Niger, puis de l'Union des syndicats des travailleurs du Niger (USTN), dont il devint le coordonnateur régional à Maradi (ville nigérienne) et qu'il représenta à la Conférence nationale de 1991 qui a permis de faire entrer le pays dans une ère de pluralisme. Sur Twitter, il compte 15.000 abonnés, et sa page Facebook est suivie par 86.000 personnes. Il dispose donc d'une véritable force de frappe sur les réseaux sociaux, très rare dans le milieu politique nigérien. Parmi les collaborateurs d'Issoufou, il est l'un des plus craints par la société civile. Bazoum, lui, voit en elle (la société civile) «un repaire d'opposants déguisés en défenseurs des droits de l'homme». L'appartenance ethnique de Bazoum attise le mécontentement de ses adversaires Cinq fois député de Tesker (au nord-est de Zinder), ministre des Affaires étrangères puis de l'Intérieur, il a construit sa carrière avec méthode. Seule ombre au tableau : sa base électorale, jugée par une partie de l'opposition faible en raison de son appartenance communautaire. Bazoum est attaqué par certains de ses adversaires sur ses origines qui ne

seraient pas nigériennes. Une question qui a dominé, d'ailleurs, les débats durant la campagne électorale.

«Je suis né au Niger, j'y ai été élevé et j'y ai toujours travaillé. Ceux qui me contestent ma nationalité aujourd'hui savent très bien que je suis Nigérien, mais faute d'arguments sérieux face aux électeurs, ils n'ont pas trouvé mieux que d'inventer ce genre d'accusations», a-t-il répliqué. Or, dit-il, «le Niger n'a pas besoin de ce genre d'histoires. La sous-région et l'Afrique non plus».

«C'est un des sens que je donne d'ailleurs à ma candidature et je pense que l'écrasante majorité de mes compatriotes ont déjà largement dépassé ces considérations tribales et ethniques», argumente l'ancien professeur de philosophie. Conformément au Code électoral, le second tour de la présidentielle doit se tenir au plus tard le 20 février prochain. Depuis 1993, date du premier scrutin présidentiel pluraliste dans ce pays, l'élection du chef de l'Etat au Niger s'est toujours jouée en deux tours. Le candidat du parti au pouvoir, qui a obtenu 39,33% des suffrages, affrontera l'ancien président Mahamane Ousmane, arrivé en deuxième position.

Aux élections législatives, qui étaient couplées au scrutin présidentiel, le parti de MM. Bazoum et du président sortant Issoufou, le PNDS, est tout près de la majorité absolue avec 80 sièges sur 161, alors que 5 sièges de la diaspora restent à attribuer (166 députés au total).

Le dauphin du président sortant Issoufou devra tout de même convaincre les 28 autres candidats qui étaient dans la course pour fortifier son avance et réaliser son rêve présidentiel. En effet, c'est la première fois dans l'histoire du Niger qu'un président élu succédera à autre président élu. Le pays a déjà vécu quatre coups d'Etat réussis (1974, 1995, 1999 et 2010) et plusieurs tentatives échouées. S'il est élu, Bazoum héritera de son prédécesseur, notamment le défi de juguler les attaques terroristes qui ont fait des centaines de morts depuis 2010, et fait fuir de leurs foyers environ 500.000 personnes, selon l'ONU.

R.I



■ Mohamed Bazoum en tête pour le deuxième tour. (Photo : D.R)

contribution

Désenclavement des zones d'ombre

Sans vision stratégique, pas d'impacts économiques et sociaux durables



Professeur des universités, expert international Dr Abderrahmane Mebtoul

La deuxième action est de mettre à la disposition des sociétés une main-d'œuvre qualifiée, grâce à un système de formation performant et évolutif allant des ingénieurs, aux gestionnaires, aux techniciens spécialisés et ce, grâce aux pôles universitaires et des centres de recherche, évitant ce mythe d'une université par wilayas. Par exemple, la chambre de commerce offrira un poste pour 10 candidats en formation, les 90 % non retenus ne constituant pas une perte pour la région. L'apprentissage en dynamique est un capital humain pour de futures sociétés qui s'installent dans la région, une société installée payant des impôts qui couvriront largement les avances en capital de la formation avancée. Ainsi, nous assisterons à une symbiose entre l'université et les entreprises. Car les sociétés ont besoin de l'accès aux chercheurs, aux laboratoires pour les tests d'expérimentation et l'université a besoin des sociétés comme support financier et surtout d'améliorer la recherche. Les étudiants vivent ainsi la dialectique entre la théorie et la pratique.

La troisième action est de favoriser des entreprises souples reposant sur la mobilité et les initiatives individuelles.

Quatrième action, la chambre de commerce intensifie les courants d'échange à travers différentes expériences entre les régions du pays et l'extérieur et l'élaboration de tableaux de prospectifs régionaux, horizon 2020/2030.

La mise à la disposition des futurs investisseurs de toutes les commodités nécessaires ainsi que des prestations de services divers (réseau commercial, loisirs) est fondamentale. Cette symbiose entre ces différentes structures et certains segments de la société civile doit aboutir à des analyses de prospectives 2020/2025/2030, à un tableau de bord d'orientation des futures activités de la région, afin de faciliter la venue des investisseurs. Ces axes directeurs devraient s'inscrire dans le cadre des nouvelles mutations à l'échelle planétaire qui sera accélérée avec l'impact de l'épidémie du coronavirus, par de profondes mutations géostratégiques, économiques, sociales et culturelles avec la transition numérique et énergétique.

L'Algérie s'étend sur 2 380 000 km² dont 2 100 000 km² d'espace saharien. La densité paraît faible, mais les 9/10^e de la population sont concentrés sur les terres du Nord. Sa situation géographique est stratégique : en face de l'Europe, côtoyant la Tunisie, l'Atlantique Maroc/Mauritanie, la Libye, le Mali et le Niger comme point d'appui de l'Afrique sub-saharienne. L'objectif stratégique horizon 2020/2030 est d'éviter que plus de 95% de la population vive sur moins de 10% du territoire et avoir une autre vision de l'aménagement de l'espace.

3.- Une centralisation à outrance, d'un système rentier, vivant de l'illusion d'une rente éphémère des hydrocarbures, ou du mythe des matières premières comme facteur de développement, favorise un mode opératoire de gestion autoritaire des affaires publiques, une gouvernance par décrets, c'est-à-dire une gouvernance qui s'impose par la force et l'autorité loin des besoins réels des populations et produit le blocage de la société.

Après le tout Etat centralisateur, politiques menées depuis l'indépendance politique, l'heure est au partenariat entre les différents acteurs de la vie économique et sociale, à la solidarité, à la recherche de toutes formes de synergie et à l'ingénierie territoriale.

Pour l'Algérie, il s'agit de procéder à une autre organisation institutionnelle, qui ne sera efficace que sous réserve d'objectifs précis, d'opérer un nécessaire changement qui passe par une approche basée sur une identification claire des missions et responsabilités et une restructuration des fonctions et des services chargés de la conduite de toutes les activités politiques, administratives, financières, techniques et économiques.

Cette nouvelle démarché institutionnelle que j'ai développée dans deux ouvrages à 25 ans d'intercalé (réformes et démocratie officielles des publicains universitaires OPU 1980 reproduit dans Amazon Paris 2018 - 420 pages et les deux ouvrages pluridisciplinaires regroupant économistes, juristes, sociologues, politologues, anthropologues sous le même titre à Casbah Editions 2005 525 pages n'ayant pas été écouté car touchant de puissants intérêts de ceux s'opposant à la réforme de l'Etat) implique d'avoir une autre organisation tant des ministères que des collectivités locales.

Les règles d'organisation économique du territoire, à ne pas confondre avec l'espace géographique devant intégrer le temps, l'espace étant conçu comme surface, distance et comme ensemble de lieux doit pour avoir pour objectif stratégique la prospective du territoire afin de construire un socle productif sur plus d'individus et davantage d'espace.

La recomposition du territoire s'inscrit dans un vaste projet inséparable des réformes structurelles à tous les niveaux ne pouvant être conçue d'une manière autoritaire, interventionniste, conception du passé, mais doit être basée sur la concertation et la participation effective de tous les acteurs politiques, économiques et sociaux. L'aménagement du terri-

toire devra répondre aux besoins des populations en quelque lieu qu'elles se trouvent et assurer la mise en valeur de chaque portion de l'espace où elles sont installées. Il ne s'agira pas d'opposer le rural à l'urbain, les métropoles aux provinces, les grandes villes aux petites mais d'organiser leurs solidarités. Impliquant de favoriser une armature urbaine souple à travers les réseaux, la fluidité des échanges, la circulation des hommes et des biens, les infrastructures et les réseaux de communication. Cela implique une nouvelle architecture des villes, des sous systèmes de réseaux mieux articulés, plus interdépendants bien que autonomes dans leurs actions et la solidarité nationale qui n'est pas antinomique avec l'efficacité économique et c'est dans ce cadre que doit être conçu la politique d'éradication des zones d'ombre, où il est intolérable que l'opulence d'une minorité côtoie la misère criarde d'une fraction de la population algérienne qui peut dégénérer en violence mais sans populisme, une nation ne pouvant distribuer plus de ce qu'elle produit. L'Algérie acteur stratégique au niveau de la région méditerranéenne et africaine, a besoin de concilier efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale afin de renforcer le front intérieur passant par de profondes réformes qui ne peuvent se réaliser que des algériens eux-mêmes, le statut quo étant intenable..

Car toute déstabilisation aurait des répercussions régionales (voir nos interviews en American Herald Tribune-USA- décembre /2016 et août 2018 et Africa-Presse, Paris en trois parties août 2018 et récent interview à l'hebdomadaire financier britannique The Economist décembre 2020). D'une manière générale, existe une dialectique entre le Politique et l'Économique et tout projet est forcément porté par des forces sociales, souvent avec des intérêts différents..

Pour ma part, étant social démocrate, du juste milieu, militant depuis des décennies, j'entretiens des relations cordiales dans le cadre, du respect mutuel, avec des tendances islamiques, nationalistes, démocrates, de gauches, de droites, laïques, chacun de nous aimant à notre manière l'Algérie, devant en cette conjoncture de fortes tensions géostratégiques à nos frontières et socio-économiques internes nous rassembler au lieu de nous diviser sur des sujets secondaires.

En résumé, comment ne pas rappeler que par le passé, j'ai eu l'honneur de coordonner plusieurs ou-

vrages pluridisciplinaires, ayant abordé les réformes politiques, sociales et économiques, dans le cadre d'une réelle décentralisation, fruit d'un travail collectif à la rédaction desquels ont contribué des collègues spécialistes en anthropologie, en économie et en sciences politiques des universités d'Annaba, d'Oran et d'Alger (Réformes et démocratie officielle des publications universitaires OPU 1981, 420 pages reproduit dans Editions Amazon Paris 2018 et Casbah Editions 2 volumes, Mondialisation - Réformes et démocratie 500 pages 2005). Ces travaux sont aujourd'hui d'une brûlante actualité et objet de cette présente contribution réactualisée, qui s'inscrit en partie dans la tradition déjà bien établie des travaux de transitologie traitant des expériences des pays du Tiers Monde et de l'ex-bloc socialiste, analysant les différentes politiques élaborées et exécutées en guise de réponses aux grands défis internes et mondiaux. Entre 1980/2019, j'ai donné plusieurs conférences aux universités de Annaba, de Constantine, de Tizi Ouzou, de Bejaia, de journées d'études à Hassi Messaoud, Sid Bel Abbès, d'Oran, à l'École nationale d'administration d'Alger (ENA), à l'Académie militaire Internâmes de Cherchell, à l'École supérieures de guerre et à l'institut militaire de documentation et de prospective IMDEP Ministère de la défense nationale MDN et lors de plusieurs conférences à l'international USA/Europe, dont la conférence devant le parlement européen, cela afin d'expliquer notre démarche fondée sur l'alternance démocratique tenant compte de l'authenticité de l'Algérie, pièce maîtresse de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine avec pour objectif une économie diversifiée hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales s'adaptant à la quatrième révolution économique mondiale fondée sur la transition numérique et énergétique. Le fondement du développement du XXI^{ème} siècle repose sur la bonne gouvernance et la valorisation du savoir dans un monde en perpétuel mouvement où toute Nation qui n'avance pas recule forcément.

Personne ne peut se targuer d'être plus patriote qu'un autre.

La tolérance par la confrontation d'idées contradictoires productives, loin de tout dénigrement, est la seule voie pour dépasser l'entropie actuelle.

Le plus ignorant est celui qui prétend tout savoir et méditons les propos pleins de sagesse du grand philosophe Voltaire « Monsieur je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais de toutes mes forces pour que vous puissiez toujours le dire » Et pour terminer, à l'occasion de la nouvelle année 2021, je souhaite à notre chère patrie, l'Algérie paix et prospérité.

(Suite et fin)
A.Mebtoul

INFO EXPRESS

Bouira Plusieurs routes coupées à la circulation par la neige

Plusieurs routes nationales et chemins de wilaya sont bloqués et d'autres complètement coupés à la circulation, dimanche, à cause d'importantes chutes de neige enregistrées durant les dernières 24 heures à Bouira, selon les services de la Protection civile.

Les chutes de neige ont carrément bloqué des axes routiers reliant la wilaya de Bouira à Tizi-Ouzou, dont la route nationale (RN) N-15 fermée au niveau du col de Tirourda jusqu'à Aghbalou, les RN-30 coupée à hauteur du col de Tizi Nkouilal et la RN-33 bloquée par la neige au niveau d'Aswel, précise le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat. Par ailleurs, la circulation était très difficile et très lente, dimanche matin, au niveau de la RN-62 reliant Dechmia et Sour El Ghouzlane et ce à cause du verglas, qui a, aussi, coupé la circulation au niveau du chemin de wilaya (CW) N-12 entre Ridane, Dechmia et Sour El Ghouzlane (Sud de Bouira). La neige a aussi bloqué le CW 9 reliant Saharidj à Aghbalou (Est de Bouira), ainsi que le CW 24 entre Ahl Laksar et Tamamacht. Vendredi et samedi, plusieurs automobilistes et familles ont été bloqués par la neige pendant plusieurs heures à hauteur de Tikjda. Suite à cet incident, le wali de Bouira, Lekhal Ayat Abdeslam, a décidé d'interdire aux bus et aux motos d'atteindre les hauteurs de la station climatique de Tikjda, ainsi que l'arrêt sur les bords des routes et des chemins qui y conduisent, particulièrement la RN-33 et son ancien tracé. **Agence**

Ville d'Ali Mendjeli (Constantine)

Réception avant juin du projet d'aménagement extérieur

Le projet d'aménagement extérieur de l'extension Ouest de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli (Constantine) sera réceptionné «avant le mois de juin prochain», a-t-on appris dimanche du directeur de l'entreprise de l'établissement de l'aménagement extérieur des villes d'Aïn Nahas et d'Ali Mendjeli (EAVANAM).

Les chantiers de bitumage de routes sur une longueur de 7 km, l'entretien du réseau d'assainissement, la réalisation des avaloires et l'éclairage public ont été lancés en décembre dernier, a indiqué à l'APS, Mohamed-Lamine Serdouk, ajoutant qu'un budget de l'ordre de 169 millions de dinars a été affecté pour la concrétisation de ce projet au titre de l'exercice 2020. Au titre de cette opération, 1.332 candélabres d'éclairage photovoltaïque seront installés à travers les sites d'habitat abritant 7.150 logements AADL, 4.000 et logements sociaux, 3.938 LPL, en sus de la réalisation des trottoirs, des voiries et réseaux divers (VRD) primaires et secondaires afin de «combler les lacunes» enregistrées dans le domaine de l'aménagement urbain, a déclaré le même responsable. L'extension Ouest sera «l'agglomération la plus peuplée» de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli avec un total de



Un budget de l'ordre de 169 millions de dinars a été affecté pour la concrétisation de ce projet structurant. (Photo : D.R)

22.770 logements, dont 18.804 «en cours de parachèvement», a précisé M. Serdouk. Les autorités locales accordent un «intérêt particulier» à la situation des nouvelles cités, livrées dans l'urgence et dont les travaux d'aménagement extérieur n'ont pas été achevés, a fait savoir la même source, soulignant que cette opération permettra de fournir un cadre de vie meilleur. Le projet d'aménagement extérieur de cette extension Ouest relève d'un programme conséquent de réhabilitation des unités de voisinages (UV) de la ville d'Ali Mendjeli, selon

le directeur de l'EAVANAM. L'extension Ouest de la ville d'Ali Mendjeli s'étend sur une superficie de

384 hectares et regroupe trois (3) plans d'occupation du sol (POS), a-t-on signalé. **R.R/Agence**

Constantine

«Ayn El Djazaïr», un nouveau quotidien sur la scène médiatique

La scène médiatique s'est enrichie dimanche avec la parution du premier numéro d'un nouveau quotidien en langue arabe intitulé «Ayn El Djazaïr» (Œil de l'Algérie). La Une de ce premier numéro a mis en avant plusieurs titres dont «le vaccin russe spoutnik V, sans effets secondaires», «évacuation de citoyens encerclés par les neiges en zones montagneuses» et «l'Armée élimine 4 terroristes à Tipaza». Le président directeur général de la publication, El Yazid

Soltane, a indiqué à l'APS qu'«Ayn El Djazaïr» est un quotidien d'information générale qui se propose de «réfléter les préoccupations et aspirations des lecteurs et faire parvenir une information juste aux parties responsables». Le staff rédactionnel du journal est dirigé par Mohamed Mesbah, directeur de rédaction, Abdallah Dhraa, rédacteur en chef, qui jouissent tous les deux d'une longue expérience dans la presse écrite. **R.R**

Mostaganem

«La situation épidémiologique est stable et ne suscite aucune inquiétude»

La situation épidémiologique dans la wilaya de Mostaganem concernant la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) est «stable» et «ne suscite pas d'inquiétude», a rassuré dimanche depuis Mostaganem, le directeur de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de la wilaya, docteur Khalil Mohamed Toufik.

Il a tenu à affirmer que tout se passe dans des conditions ordinaires dans les trois établissements sanitaires : «L'atmosphère, la prise en charge des malades, tout se passe dans de bonnes conditions.

Nous n'avons pas de problèmes techniques. Il y a moins de pression». En ce qui concerne le nombre de malades, notre interlocuteur nous a affirmé que le nombre des personnes infectées est en baisse, tandis que celui des guérisons augmente de jour en jour. Le même responsable a in-



diqué que le nombre de personnes infectées par le coronavirus qui ont quitté l'hôpital, après leur réta-

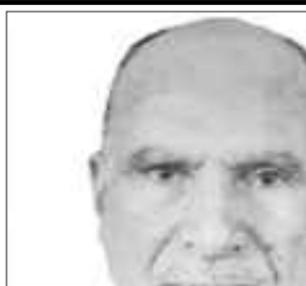
blissement depuis le début de l'épidémie, a atteint les 200 malades tous guéris. **N.Malik**

AVIS DE DÉCÈS

Le 25/12/2020 nous a quittés à jamais notre très cher et regretté père, grand-père et Moudjahid de la 1^{ère} région militaire à Batna **REBAI Belkacem** à l'âge de 79 ans, laissant derrière lui un vide que nul ne pourra combler.

Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Nous n'oublierons jamais ta bonté, ta tendresse et surtout ton grand cœur.

Que Dieu Le Tout-Puissant



accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons»

Repose en paix très cher père.

Tipasa

800 policiers ont été mobilisés à l'occasion des fêtes de fin d'année

À l'occasion du Nouvel An 2021, et en prévision des célébrations des fêtes de fin d'année civile qui coïncident avec la propagation du Covid-19, les services de sécurité de la wilaya de Tipasa ont préparé un plan de sécurité exceptionnel, dont le but est d'assurer la sécurité et la sûreté des citoyens en général, et d'assurer l'application stricte des mesures préventives et des mesures pour faire face à l'épidémie de Coronavirus. Ainsi, il a été prévu une couverture de sécurité complète et efficace, où plus de 820 policiers de différents grades ont été mobilisés, afin de renforcer la présence sur le terrain et plusieurs patrouilles ont été programmées en plus de l'élaboration d'un plan de sécurité pour la sécurité publique, où le personnel de police était réparti entre

les points sensibles qui connaissent une densité et une congestion du trafic, notamment aux carrefours aux entrées et sorties des villes, pour faciliter la fluidité du trafic dans toutes les directions.

Dans le même contexte, et afin de réprimer la criminalité et de lutter contre le trafic de drogue et la vente sans licence de boissons alcoolisées, les services de police ont programmé des descentes dans les lieux de propagation de ces ravageurs, et des barrières fixes ont été renforcées et plusieurs points de contrôle et points d'observation ont été mis en place dans le but de renforcer l'inspection et la surveillance des personnes et des véhicules, et de supprimer toute tentative criminelle.

Mohamed El Ouahed

enquête

Les marchés de fruits et légumes en Algérie

Les barons des marchés de gros dictent leur loi



Le citoyen n'a aucun choix d'acheter ce qu'il cherche. «Nous achetons chez les grossistes sans choisir notre marchandise que nous vendons aussitôt au marché», argumentent certains commerçants de la ville. Chaque marchand vend comme il veut et fixe le prix à sa guise devant le consommateur qui demeure toujours et encore la victime. La politique agricole du ministère de l'Agriculture veut atteindre l'autosuffisance, mais dans la réalité notre agriculture accuse des retards dans sa modernisation. Les mandataires, collecteurs, détaillants, ambulants tous affichent leur prix de vente comme ils le souhaitent.

Un laisser-faire qui dévoile pourquoi nos marchés des produits agricoles ne remplissent pas leur mission dans les normes, notamment celle de mettre des produits variés à la disposition du consommateur au moment nécessaire et dans le respect de la qualité et des prix. A en croire des spécialistes en la matière, estimant que la volatilité des prix pratiquée résulte du fait que les marchés des fruits et légumes dans nos villes ne sont pas entièrement constitués, et les marchés de gros continuent d'activer encore dans une grande anarchie. A ce sujet, il est impératif de souligner que ces derniers restent très spéculatifs et très primaires, c'est pour cela que l'instabilité des prix est l'une des conséquences de sa mauvaise gestion. Or, les barons des marchés agricoles agissent toujours de façon spéculative, alors que la politique agricole du pays a pour objectif l'autosuffisance alimentaire pour les citoyens algériens. Le pays voisin tunisien a réussi cette démarche en couvrant la totalité des besoins de sa population contrairement à l'Algérie.

Dans les marchés des détaillants, la qualité des fruits et légumes mis en vente ne tient pas compte des normes d'hygiène et du pouvoir d'achat du consommateur sans protection victime en même temps

Les marchés de fruits et légumes ont subi depuis un certain temps une cruciale flambée des prix qui a bien démontré la fragilité de l'agriculture algérienne fortement dépendante de la pluviométrie. Les détaillants des marchés ouverts à Annaba, à El Hattab, «11 décembre» ou de la «Plaine Ouest» étalent trop souvent des produits non frais et sales pour les consommateurs.

des machinations occultes des mandataires et surtout des revendeurs véreux. L'Algérie dispose de 42 marchés de gros opérationnels dont 4 seulement sont considérés comme de vrais marchés et les autres nécessitent une entière réorganisation, soit 977 marchés de détail sont dénombrés actuellement à travers les wilayas d'Algérie contre beaucoup de communes qui demeurent sans marché de proximité, nous expliquent certains commerçants de la région.

Les pays européens sont les premiers producteurs dans la filière fruits et légumes

L'UE a exporté 21,3 millions de tonnes de fruits et 22,9 millions de tonnes de légumes en 2013 majoritairement dans l'espace intra-européen (à plus de 80% en valeur). Les 11 fédérations professionnelles françaises de la filière fruits et légumes frais, l'Italie est en tête des pays européens producteurs de légumes frais avec 11 millions de tonnes.

Elle est suivie par l'Espagne (6,8 millions de tonnes), puis par la Pologne (5,7 millions de tonnes), les Pays-Bas, la France (3,5 millions de tonnes) et l'Allemagne. Tomates, choux fleurs et oignons sont les principaux légumes exportés par la France.

L'agriculture représente 5% de l'emploi en Europe avec de très grandes différences d'un pays à l'autre : 1% au Royaume-Uni, 2% en Allemagne, 3% en France, 4% en Italie, 5% en Espagne jusqu'à 30% en Grèce et 70% en Roumanie.

Elle correspond à 1,2% du PIB de l'UE, représentant 0,3% au Royaume-Uni à 5% en Roumanie. 180 millions d'hectares exploités dans l'UE sur un total de 430 mil-

lions. La superficie agricole utilisée représente, avec 180 millions d'hectares, un peu plus de 40% du territoire européen, avec une grande disparité selon les pays : plus de 50% au Royaume-Uni ou en France, moins de 25% en Finlande, en Suède ou en Autriche du fait d'une part importante de forêts (un tiers du territoire européen).

Les terres arables (hors surfaces toujours en herbe et cultures permanentes) occupent 60% de ces surfaces agricoles de l'UE, avec plus de 80% dans les pays scandinaves et moins de 40% dans les îles britanniques ou le Portugal.

Les céréales occupent 57 millions d'hectares dont 16% en France, 15% en Pologne et 12% en Allemagne ; les légumes

représentent 2 millions d'hectares. La France qui compte le premier cheptel d'Europe (21%) est le premier producteur de viande bovine (27%), devant l'Italie (12%) et le Royaume-Uni (11%).

La production porcine participe pour 22% de la production animale, l'Allemagne suivie de l'Espagne et de la France étant les principaux producteurs, rapporte l'Europages.

En Algérie, les produits alimentaires de large consommations ont connu depuis 2016, une augmentation des prix de vente qui ont touché particulièrement les produits d'épicerie, des légumes secs à savoir les pois chiches dont les prix ont grimpé de 46% passant de 170 DA/kg à 240 DA/kg, aussi les lentilles avec une hausse de 18%, les produits de grande consommation ont connu des hausses du prix moyen, à savoir le concentré de tomate 8%, les pattes et le riz 6%, le café 4%, a indiqué le département du ministère du Commerce.

Oki Faouzi

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya de Béjaïa
Daïra d'Amizour
Commune d'Amizour

AVIS : DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application du décret exécutif n° 91/254 du 27/7/1991 fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession, institué par l'article 39 de la loi n° 90/25 du 18/11/1990 portant orientation foncière, M. Zouaoui Yacine, né le 5/7/1981 à Béjaïa, fils de Laarbi et de Abdeli Malika, demeurant à Beni Marai, commune de Kherrata, Béjaïa, a formulé une demande dans laquelle il confirme sa prise de possession d'une parcelle de terrain d'une superficie de 4.140 m², sise lieu-dit Tamdaouit, village Tizi Mftah, commune d'Amizour, délimitée comme suit :

- au nord : propriété Benabid Salah,
- au sud : propriété Moussaoui Abdeslam,
- à l'est : propriété Benabid Salah,
- à l'ouest : CW 158.

A cet effet, toute personne désirant s'opposer à l'établissement dudit certificat de possession est priée de saisir le président de l'Apc d'Amizour, par écrit, dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de sa parution dans un quotidien national.

Amizour, le 29/12/2020

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية بجاية، دائرة أقبو، بلدية أقبو
مصلحة الشؤون الاجتماعية، الثقافية والرياضية
مكتب النشاط الثقافي، الرياضي والجماعي
الرقم: 2020/42

نموذج إشهاري
إنشاء الجمعية

طبقاً لأحكام القانون رقم : 06/12 المؤرخ في 12 يناير 2012 م المتعلق بالجمعيات، ولا سيما المادة 18 منه، وبناء على محضر الجمعية العامة المنعقدة بتاريخ 02 ديسمبر 2020، تم إنشاء الجمعية الاجتماعية الثقافية المسماة:

ثليلوا تموسني تقجديت اخالاف

اسم ولقب الرئيس: أيت سعيد حسينة.

أمين العام: إبيقي سليمة.

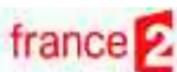
أمين المال: حداد سليم.

المقر: قرية العقيد أعميروش.

Programme



11.00 Les feux de l'amour
12.55 Petits plats en équilibre été
13.00 Journal
15.35 Je détruirai ta famille
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
17.05 Quatre mariages pour une lune de miel
18.10 Bienvenue en vacances
19.10 Demain nous appartient
20.00 Journal
21.05 Au-dessus des nuages
23.00 New York Unité Spéciale
23.45 New York Unité Spéciale



15.20 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.10 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.04 Salto
18.20 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
21.15 De Gaulle, l'éclat et le secret
22.00 De Gaulle, l'éclat et le secret



09.00 M6 boutique
11.00 Desperate Housewives
12.00 Le journal
12.45 Un refuge pour l'amour
15.45 Incroyables transformations
17.25 Les reines du shopping
18.40 Objectif Top Chef
18.45 Le journal
20.15 Météo
20.25 Scènes de ménages
22.10 L'amour vu du pré
23.00 L'amour vu du pré
23.15 L'amour vu du pré



10.15 Ailleurs en France
10.45 Ensemble c'est mieux
11.30 Méto
11.49 Journal
11.50 Edition de proximité
12.18 Météo
12.25 Le journal
12.55 Météo
14.30 Rex
15.15 Rex
16.05 Un livre, un jour
16.10 Des chiffres et des lettres
16.40 Personne n'y avait pensé !
17.15 Slam
18.00 Questions pour un champion

18.40 Ensemble pour l'autonomie
19.55 Ma ville, notre idéal
20.00 Vu
20.55 Salto
21.05 Une famille à louer
22.55 Météo
23.00 L'affaire Caravage
22.56 Documentaire
23.36 Like a Virgin
00.40 Secrets d'histoire



14.40 Météo
17.00 L'invité
18.08 Pardonnez-moi
19.00 Tout le monde veut prendre sa place
21.11 Bon pour la santé ? Les artistes avec vous !



16.40 Un dîner presque parfait
17.55 Un dîner presque parfait
18.50 Les princesses de l'amour
19.50 Les princesses de l'amour
21.00 Percy Jackson : le voleur de foudre
23.00 Véto de choc



13.35 Baron Noir
14.30 Baron Noir
16.00 Suicide Squad
18.50 Jamel Comedy Kids
19.50 L'année de Catherine et Liliane
21.00 Vikings
21.45 Vikings
22.30 American Horror Story



15.09 Fonzy
19.04 Un bonheur n'arrive jamais seul
20.50 Le chant du loup
22.44 Un homme pressé



16.35 Mentalist
17.30 Mentalist
19.25 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien
21.05 Star Wars
23.45 Star Wars



13.45 Meurtres à l'anglaise
14.40 Meurtres à l'anglaise
15.35 Meurtres à l'anglaise
16.45 C'est que de la télé : première partie
18.10 La télé même l'été !
19.05 La télé même l'été !
20.00 Sicario
22.20 Colombiana



18.15 Les as de la jungle à la rescousse
18.25 Une saison au zoo
19.00 Une saison au zoo
19.30 Une saison au zoo
20.00 Famille je vous chante
21.50 Les tubes de l'été



17.21 Centurion
18.43 Arsène Lupin
19.19 Le convoyeur
20.50 World Invasion
22.17 A Beautiful Day



10.45 La quotidienne
12.40 Le magazine de la santé
15.35 Décollage pour l'Amérique
16.40 Au bout c'est la mer
17.45 C dans l'air



18.55 Eurosport News
19.05 Course Elite dames
19.50 Course Elite messieurs
20.55 Eurosport News
21.00 Tour d'Espagne 2020
22.00 Sequeros - Alto de La Covatilla (178,2 km)
22.55 Eurosport News
23.05 Finale



19.45 Arte journal
20.51 50 nuances de Grecs
20.55 L'homme qui aimait les femmes

Sélection



Ciné Premier - 22.44 Un homme pressé

Comédie dramatique de Hervé Mimran

→ Alain est un homme qui s'estime important. A ses yeux, rien n'est plus précieux que le temps. Il n'aime d'ailleurs pas le perdre. Dans sa vie aucune place pour les loisirs et la famille. Lorsqu'un jour, un AVC le stoppe net dans son élan.

Ciné Premier - 20.50 Le chant du loup

Thriller de Antonin Baudry

→ Dans un sous-marin d'attaque, un sous-officier à l'oreille infallible fait une erreur de jugement et met l'équipage en danger. Il conserve néanmoins la confiance du Pacha. C'est alors qu'éclate une crise majeure qui engage la force nucléaire française. Cette fois, "Chaussette" n'a plus le droit à l'erreur.



Ciné Frisson - 20.50 World Invasion

Film de science-fiction de Jonathan Liebesman

→ Un groupe de marines mené par un sergent déterminé en provenance d'une base militaire située non loin de Los Angeles, est dépêché en ville pour faire face à une invasion extraterrestre détruisant tout sur son passage. Au camp de Pendleton, une base militaire près de Los Angeles, le sergent-chef Michael Nantz, qui a perdu tous ses hommes lors de sa dernière mission, n'aspire plus qu'à une chose : retourner à la vie civile.

Les chaussures au fil des époques

Evolution des matières et des goûts

On a toujours considéré qu'être bien chaussé est un signe de bien-être, sinon que les souliers sont une référence concernant la situation matérielle de chacun.

En effet, on a tendance à regarder les souliers de tout individu pour porter un premier jugement sur la personne. Et regardons un peu autour de nous pour remarquer la grande diversité des chaussures les gens ; il est rare de trouver une paire qui ressemble à l'autre. La diversité est un signe de différence qu'ont les hommes et les femmes d'être différents dans les goûts, les couleurs, leur manière de penser, de juger, de travailler. Et que n'a-t-on dit sur la manière de se chauffer de différents individus : intellectuels, marginaux, gens du peuple dont la situation a frisé la pauvreté, riches ayant que trop d'argent pour se payer les plus belles paires de chaussures, et les va nu-pieds trop nombreux pour être oubliés.

Les chaussures depuis les origines

Jadis, il n'y avait pas de chaussures et s'il y en avait, elles n'étaient qu'à la portée de quelques nantis, aussi les hommes portaient des mocassins, une longue histoire, ces mocassins taillés dans les peaux d'animaux : peaux de bœufs ou de chèvres très solides pour supporter les plus longues marches ou les travaux les plus pénibles. Il s'agit des travaux des champs, particulièrement, celui du cultivateur qui, du matin au soir trace des sillons en retournant la terre et pendant la longue saison des labours, du berger chargé de faire paître le troupeau et de le garder du matin jusqu'au soir. Ceux qui connaissent bien l'histoire du mocassin affirment que dans l'ancien temps il n'y avait pas d'autres moyens de se chauffer et à bon prix, surtout dans le monde rural, majoritaire en ces temps anciens, celui des paysans obligés de vivre en tirant leur subsistance des maigres et précaires travaux qui assuraient la survie. Ceux qui n'étaient travailleurs de la terre se chaussaient n'importe comment, la plupart marchaient pieds nus. Ceux qui avaient la chance d'être apparentés à des parents établis en ville, arrivaient à obtenir des paires de vraies chaussures. Quelle aubaine ! Ceux qui pouvaient se procurer une



paire de mocassins étaient les plus heureux, c'était économique et pratique pour travailler surtout qu'ils étaient solidement attachés aux mollets à l'aide de lacets de la même peau de bête. Puis vint le temps des sabots en caoutchouc mis à la portée vendus à moindre prix, qui étaient commodes en temps de grandes pluies, mais pas pour travailler, à force de les porter, on a les pieds qui étouffent de chaleur. Les plus pauvres obligés de travailler souffraient le plus, pour travailler et gagner un maigre salaire, ils se chaussaient par divers moyens de fortune d'espadrilles quand ils avaient la chance de tomber sur une bonne paire achetée à bas prix, ou offerte par quelqu'un de généreux.

C'était la grande misère à la campagne. Si les hommes arrivaient parfois à se chauffer pauvrement, les femmes, en revanche, étaient toujours pieds nus et toute leur vie, hiver comme été. Même en temps de neige, elles allaient s'approvisionner en eau à la fontaine et pieds nus plusieurs fois dans la journée, avec une seule robe sur la peau. On ne parlait pas encore d'imperméable.

Après l'indépendance, on assiste à un mieux-être pour tous

On a commencé à voir des femmes chaussées, pas toutes mais en majorité. Les premières chaussures pour femmes font leur

apparition sur le marché, ce n'était pas du luxe, mais il leur était désormais possible de se chauffer pour aller dans les champs et pour s'occuper de menus travaux. Quant aux hommes, ils trouvaient quelques changements pour se chauffer selon les moyens dont chacun disposait. Et au fil du temps, chacun a pu trouver chaussures à ses pieds, surtout à la faveur d'une amélioration de vie matérielle. On a pu avoir des chaussures de production nationale et d'importation si bien qu'on a eu sur le marché des modèles de tous genres et de prix différents et à la portée de la majorité. Mais la plupart d'entre ceux qui achètent des souliers neufs et à prix modéré, sont allés d'abord chez le cordonnier pour leur clouer les semelles avant de les mettre, celles-ci ne tiennent pas plus de trois jours si elles ne sont pas renforcées. Chaque paire de chaussure peut avoir une longue histoire chez les plus modestes. On l'achète, on va chez le savetier pour lui demander de clouer la semelle (j'ouvre une parenthèse pour dire qu'on appelle à tort cordonnier ceux qui s'improvisent pour réparer les souliers ou mettre des clous autour des semelles pour les renforcer, le cordonnier est un artisan dont le travail consiste à faire des

chaussures sur mesure selon le cuir choisi et la mode voulus par le client), puis au fil du temps, les semelles fendues sont à refaire et pour cela il retourne chez le savetier. Pour les enfants, c'est un véritable calvaire que vivent certains parents qui en ont plusieurs qui se comportent comme des diables passant la journée entière à jouer au ballon. Les parents ne peuvent pas les en empêcher même s'ils abîment leurs baskets, aussi le père se saigne pour des marques étrangères, c'est plus solide et ça dure longtemps. Les jeunes portent tous des baskets.

Quelques situations insolites

Comme dans toutes les situations vécues, il y a des cas insolites dans le domaine des chaussures. Nous vous en rapportons quelques-unes. Un jeune fut chargé de faire des achats au marché, à l'époque on ne s'approvisionnait nulle part ailleurs. Sa mère lui avait recommandé de ramener des tas de denrées pour la cuisine. Arrivé sur la place du marché, un marchand attire son attention, il se rend vite à son étal, il ne vendait que des bottes. Le voyant naïf, le marchand lui dit que l'usine où se fabriquent les bottes allait fermer et que désormais il n'y en aurait plus, profite et achète moi ces quatre paires qui me restent, lui dit-il. Le jeune dont la naïveté frisait l'idiotie lui versa toute la somme que lui avait donné sa mère, prit le sac de bottes sur le dos et se mit en direction du chemin du retour heureux comme un imbécile, mais arrivé chez lui, sa mère fut ahurie de voir des bottes à la place des denrées alimentaires. Quelqu'un est venu vendre de souliers montants dont il avait les sacs pleins. Achetez des chaussures d'hiver, profitez ce n'est pas cher, disait-il aux gens qui passaient, mille dinars pour des souliers montants. Un témoin nous a avoué avoir été tenté par le diable comme beaucoup d'autres. Il acquiert une paire. Au bout de quinze jours, ses talons lui faisaient mal, même si mal qu'il ne pouvait plus marcher. Il avait compris que cela lui venait des souliers sur lesquels il avait été écrit «made in china», le même phénomène avait touché d'autres.

Abed Boumediene

Littérature

Merzak Bagtache tire sa révérence

L'écrivain et romancier Merzak Bagtache, ancien journaliste à l'APS, décédé samedi à Alger, a été inhumé dimanche après-midi au cimetière d'El-Kettar, en présence d'une foule nombreuse de proches, d'amis, de responsables et d'anonymes.

Plusieurs hommes de lettres, de culture et amis de Merzak Bagtache, présents pour accompagner le défunt à sa dernière demeure, étaient unanimes à rappeler les «qualités humaines et intellectuelles» du regretté, qualifiant sa disparition de «grande perte pour la littérature et la culture algériennes». Le président du Conseil supérieur de la langue arabe (Csla), Salah Bélaïd, a salué les qualités d'un écrivain à l'œuvre «imprégnée par la mer» et à «la créativité sans limites», ajoutant que le défunt était de la classe des regrettés Abdelhamid Benhadouga et Malek Haddad.

Echangeant avec l'écrivain et journaliste Abdel Ali Rezagui, l'universitaire, écrivain-traducteur et président du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), Mohamed Sari, a, de son côté, salué la mémoire d'un auteur «plurilingue à la créativité prolifique», rappelant la dimension «historique et sociale» de son œuvre, à l'écriture «simple et accessible pour tous». L'écrivain-journaliste et ancien

sénateur Mohamed Salah Herz Allah a, quant à lui, témoigné de «la grandeur de l'homme», parmi «les pionniers», a-t-il dit, à la «notoriété internationale». «Un grand écrivain nous quitte (...) il a révolutionné le roman d'expression arabe avec son livre Les oiseaux du zénith», a affirmé l'écrivain-romancier Djillali Khellas, avant de citer le regretté Tahar Ouettar qui avait alors déclaré à l'endroit du romancier disparu, «depuis longtemps, nous regardons la ville par les fenêtres, voici venu Merzak Bagtache, le citadin, qui nous ouvre la porte d'Alger moderne».

Le nouvelliste et compagnon de route du défunt, Mustapha Fassi, a évoqué l'«engagement» de Merzak Bagtache, auteur «prolifère, régulier et se-rein», selon lui, «pionnier du mouvement littéraire des années 1960/1970», à «la plume hautement esthétique».

Abderrahmane Tigane, ancien directeur d'un quotidien arabophone, a qualifié la disparition de Merzak Bagtache d'«immense perte pour l'action littéraire algérienne», saluant la mémoire d'«un homme d'une grande générosité».

Dans un message de condoléances à la famille de Merzak Bagtache et à la corporation des journa-

listes, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, a également salué la longue et riche carrière journalistique du défunt, qui a commencé en 1962, ses contributions dans nombre de journaux en langues arabe et française et son travail au sein de l'agence Algérie Presse Service.

Né à Alger en 1945, Merzak Bagtache a fait son entrée en littérature dans les années 1960 avec des recueils de nouvelles avant de se lancer dans le roman.

Après un court passage en tant que membre au Conseil consultatif national, créé en 1992 par le Président du Haut Comité d'Etat, Mohamed Boudiaf, Merzak Bagtache est distingué, en 2017, du Grand prix Assia-Djebar pour son roman en langue arabe «La pluie écrit ses mémoires».

Auteur de plusieurs romans dont «Indama yadjoue el bachar» (lorsque les gens auront faim), «Azzouz El Kabrane», «Khoya Dahmane» et «Dem El Ghazal», entre autres, Merzak Bagtache a signé dernièrement «Quattro», son dernier né paru aux éditions publiques «Anep». Le défunt s'est éteint à Alger, à l'âge de 75 ans.

R. C.

Ligue des champions Les joueurs de Gor Mahia en grève à trois jours de la réception du CRB

→ Les joueurs de l'équipe kényane de Gor Mahia ont enclenché un mouvement de grève pour réclamer leurs arriérés de salaire, à quelques jours de la réception du CR Belouizdad, mercredi à Nairobi (13h algériennes), dans le cadre du 2^e tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football.



■ CRB-Gor Mahia lors du match aller.

(Photo > D.R.)

«Je doute que ces garçons puissent revenir sur le terrain pour une séance d'entraînement s'ils ne sont pas payés. Le problème est difficile car le club n'a pas d'argent. Même si nous jouons ce match, ce sera avec des joueurs disponibles qui ne se sont même pas entraînés», a déclaré l'entraîneur-adjoint Sammy Omollo, cité dimanche par le site Nairobi News.

Lors de la première manche, disputée le 26 décembre à Alger, le CRB a laminé Gor Mahia sur le score sans appel de 6

à 0, assurant pratiquement sa qualification pour la phase de poules de l'épreuve, dont le tirage au sort aura lieu vendredi prochain au Caire.

Des joueurs de Gor Mahia ont déclaré à Nairobi News qu'ils n'assisteraient à aucune séance d'entraînement avant le match, tout en insistant à réclamer leurs salaires. Les joueurs de l'entraîneur K'ogalo Yachachawiza ne se sont pas entraînés depuis le match aller face au CR Belouizdad. «Je ne retournerai pas sur

le terrain et n'honorerai aucun match si le club ne paie pas mon salaire. J'ai été vraiment ridiculisé par les membres de ma famille car, en dépit du fait de jouer pour un grand club, je ne pouvais pas faire de courses pour eux pendant les vacances», a déclaré un joueur influent de l'équipe, préférant garder l'anonymat. Un autre joueur a indiqué qu'il n'avait aucune motivation pour s'entraîner et qu'il était plus inquiet par ses dettes. La situation a été aggravée par

un conflit ouvert entre le président du club, Ambrose Rachier, et le secrétaire Stephen Ocholla, selon la même source. Le Chabab s'est envolé dimanche pour la capitale kényane à bord d'un vol spécial, amoindri par l'absence de l'attaquant Mohamed Amine Soubaah et du buteur-maison Hamza Belahouel, victimes d'une déchirure musculaire au niveau des adducteurs et indisponibles pour une durée de deux semaines.

Le Seychellois Bernard Camille au sifflet

Par ailleurs, la CAF a désigné un trio arbitral seychellois conduit par Bernard Camille, pour diriger le match Gor Mahia - CR Belouizdad, a rapporté samedi soir le club algérois dans un communiqué. Camille (45 ans) sera assisté de ses compatriotes Hansley Danny Petrouse et Steve Marie, précise la même source.

R. S.

EN DEUX MOTS

CSS - MCA : Rebiaï de retour, Djabou forfait

Le défenseur du MC Alger Miloud Rebiaï, remis d'une blessure au genou, a été convoqué pour le match en déplacement face aux Tunisiens du CS Sfax, mercredi au stade Tayeb-M'hiri (15h), pour le compte du 2^e tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a annoncé dimanche le club algérois sur sa page Facebook.

Rebiaï, qui peut également évoluer au milieu du terrain, s'est blessé lors de la réception de l'Olympique Médéa (3-0), le 15 décembre dernier. En revanche, le MCA devra se passer des services du milieu offensif Abdelmoumen Djabou (malade), du milieu défensif ivoirien Isla Diomande, retourné chez lui pour renouveler son permis de travail et du milieu offensif Mehdi Benaldjia, écarté par le staff technique pour «choix tactiques», précise la même source.

La délégation du MCA s'est envolé dimanche après-midi pour Sfax à bord d'un vol spécial. L'entraîneur Nabil Neghiz a fait appel à 24 joueurs, dont trois gardiens de but.

Lors de la première manche disputée lundi dernier au stade 5-Juillet (Alger), le «Doyen» s'est imposé sur le score de 2 à 0, grâce à un doublé de Samy Frioui.

Ligue 2

Le SCAD menace de déclarer forfait, faute d'argent

→ Confronté depuis plus de trois ans à «de grandes difficultés financières», le SC Ain Defla, nouveau promu en Ligue 2, a menacé de déclarer forfait du championnat d'Algérie 2020-2021 dont le coup d'envoi sera donné le 12 février prochain. «Depuis plus de trois ans, l'équipe du SC Ain Defla souffre en silence d'un inextricable problème financier, un état de fait qui l'expose au risque de se retirer de la compétition», lit-on dans un communiqué du club. Selon la même source, cette situation a été «exacerbée» par l'absence d'un «siège respectable ainsi que d'un stade homologué pour accueillir les rencontres officielles de l'équipe, la seule enceinte sportive existant à l'heure actuelle ayant, récemment, été récusée par une commission spéciale relevant de la Ligue

nationale de football amateur comptenu du fait qu'elle ne répondait pas aux normes de compétition requises». «La situation du club est d'autant plus désolante que celui-ci s'est distingué, ces dernières années, par d'excellents résultats, réussissant en l'espace des deux dernières saisons à accéder de la division inter-régions à la deuxième division amateur puis de cette dernière à la Ligue 2», a-t-on fait remarquer. L'arrivée en février 2018 de Redouane Nedjoudj à la tête du club n'est pas étrangère aux bons résultats enregistrés par l'équipe, relève-t-on, observant que les efforts déployés par cet homme «porteur d'un projet sportif professionnel s'étalant sur le long terme en vue de consolider la place du sport au niveau des zones enclavées de la wilaya n'ont, malheureusement,

pas eu d'écho favorable de la part des autorités locales». «Plus que jamais, les autorités locales et nationales sont interpellées pour prêter main forte à l'équipe et l'aider à sortir de la crise dans laquelle elle se débat», a-t-on insisté, appelant les enfants d'Ain Defla «à s'unir en vue de sortir de ce ma-

rasme et porter haut leur équipe», conclut le texte. Selon le calendrier du championnat d'Algérie de Ligue 2, dont le tirage a été effectué jeudi, le SC Ain Defla évoluera dans le groupe Ouest. Il accueillera lors de la première journée, le week-end du 12-13 février, le SKAF Khemis Meliana. ■

CSC : La démission de Medjoudj acceptée, la direction technique renforcée

Le Conseil d'administration du CS Constantine, réuni dimanche, a accepté la démission du directeur sportif Nacereddine Medjoudj, tout en décidant de renforcer la direction technique de l'équipe, a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. «Le Conseil d'administration de la SSPA a accepté la démission du directeur sportif Nacereddine Medjoudj. Le club le remercie pour les efforts fournis pendant l'accomplissement de sa mission. Il a été décidé également de renforcer la direction dirigeante et technique dans les prochains jours par des figures sportives constantinoises connues dans le milieu footballistique», a indiqué le CSC sur Facebook. Ces décisions interviennent deux jours après la première défaite de la saison, concédée vendredi en déplacement face au MC Alger (1-0), en match comptant pour la mise à jour du calendrier de la Ligue 1.

Dirigé sur le banc par le revenant Abdelkader Amrani, le CSC pointe à la 12^e place au classement avec 6 points et un match en moins, à disputer en déplacement face au CR Belouizdad, comptant pour la mise à jour de la 6^e journée de championnat.

ASM Oran

Toujours pas de candidats avant 24 heures de l'AG électorale

→ L'assemblée générale électorale du club sportif amateur de l'ASM Oran risque de ne pas avoir lieu lundi, pour la deuxième fois, en raison de l'absence de candidats à la présidence et au bureau exécutif, a-t-on appris dimanche auprès de cette formation de Ligue 2 de football.

Reportée une première fois la semaine passée pour les mêmes raisons, l'AGE de lundi pourrait connaître le même sort, «puisque même le président sortant, Merouane Beghour, sur lequel tous les espoirs étaient fondés pour briguer un nouveau mandat, campe toujours sur sa décision de ne pas présenter sa candidature», a fait savoir à l'APS, le manager général du club oranais, Houari Benamar.

Actionnaire majoritaire de la société sportive par actions du club, le CSA risque de se retrouver dans l'impasse non sans que cela ne se répercute négativement sur l'équipe de football qui aspire à jouer l'accession au cours

de la prochaine édition de championnat, dont le coup d'envoi sera donné le 12 février, a averti le même dirigeant. A propos de l'équipe de football, cette dernière a démarré samedi ses préparatifs pour le nouvel exercice sous la houlette de son nouveau préparateur physique, Kacem Salim, qui a roulé sa bosse au sein de plusieurs formations de l'élite à l'image de l'ES Sétif et du MC Alger, a encore informé le manager général des «Vert et Blanc». Néanmoins, le poste d'entraîneur en chef est toujours vacant après le départ de Salem Laoufi vers le WA Mostaganem (Division 3). Des contacts préliminaires ont été engagés avec Djamel Benchadli, «mais les deux parties n'ont pas encore approfondi les négociations», a ajouté Houari Benamar, qui a fait venir une dizaine de nouveaux joueurs lors du mercato estival pour pallier le départ de plusieurs éléments de l'effectif de l'exercice précédent, rappelle-t-on. ■

Al Sadd

Doublé et passe décisive pour Bounedjah face à Al Kharitiyath

→ L'international algérien Baghdad Bounedjah a grandement contribué au large succès de son club, Al Sadd face à Al Kharitiyath (5-0), samedi soir, pour le compte de la 12^e journée du championnat de football du Qatar, réalisant un doublé et une passe décisive. L'attaquant algérien a été en effet derrière trois des cinq buts de son équipe, inscrits tous en seconde période, puisque la première s'est soldée par un zéro à zéro.

Bounedjah était derrière le second but d'Al Sadd marqué par Ali Assadala (73'), grâce à sa passe décisive. L'ouverture du score des Saddaoui était l'œuvre de Rodrigo Tabata (69'). Par la suite, le champion d'Afrique algérien s'est illustré en marquant son premier but du match à la 82^e après

avoir dribblé le gardien et mis la balle au fond des filets. Sept minutes plus tard, Bounedjah a profité d'une longue passe d'une de ses coéquipiers pour orienter de sa poitrine le ballon et aller battre le gardien d'Al Kharitiyath, inscrivant son 8^e but de la saison en championnat à une unité seulement de son compatriote en sélection Youcef Belaïli, l'actuel meilleur buteur du championnat. Grâce à cette victoire, la formation d'Al Sadd caracole seule en tête du classement avec 32 points, à dix longueurs d'Al Gharafa, club des internationaux algériens, Sofiane Hanni et Adlène Guediouara, qui se déplacent, dimanche, chez leur coéquipier en équipe nationale, Belaïli du Qatar SC, actuel 5^e du championnat avec 19 points. ■



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger.
Tél. : 021 6710.44/6710.46
Fax : 021 6710.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune.**
Rédacteur en chef :
Radia Zerrouki
Directeur commercial :
Ouahid Kouba
Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL**
Tirage : 2500 exemplaires
16 - Pages
Oran : **SJO**. Constantine : **SEI**
Diffusion centre : **SEDICOM**
Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud :
Trag diffusion Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :
lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

CSC

La démission de Medjoudj acceptée, la direction technique renforcée

le match à suivre

CSS - MCA

Rebiaï de retour, Djabou forfait

football

Ligue des champions

Les joueurs de Gor Mahia en grève à trois jours de la réception du CRB

Les coachs face à de sérieuses pressions

→ Ils s'engagent sur la base d'un contrat. Accueilli en fanfare, présenté aux médias comme technicien ayant toutes les caractéristiques des innovateurs. Celui qui a un regard actuel qui met en perspective les tendances d'alors avec le jeu de maintenant, celui qui est tenté de comparer joueurs et styles pour différencier le mythe de la réalité. Sa durée au sein du club dépend des victoires qu'il aura à réaliser. Mais le risque d'un limogeage fait partie de sa mission.

Les coachs connaissent hélas ces risques qui fragilisent leur statut. La réalité du terrain le démontre. Combien sont-ils à être surpris par les décisions qui mettent fin à leur relation avec leur Club ?

«Si certains imaginent les coachs vivant comme des nababs sous les palmiers, ils doivent vite oublier cette image». Ils savent tous qu'ils sont sur un siège éjectable et qu'il faut donc prévoir un bas de laine pour les jours de tempête. Un mauvais résultat, une prise de bec, un mauvais feeling, et c'est la porte. La valse des entraîneurs est devenue la danse la plus populaire à laquelle sont invités ceux qui réussissent à les faire éjecter après avoir usé et abusé par l'ignorance du président du club, d'une part et d'autre part, après avoir scellé avec un autre entraîneur une promesse de rejoindre le club après le limogeage de l'entraîneur en activité. Un scénario connu de par le monde.

Bouzidi, premier à inaugurer la nouvelle saison

En ces temps de crise, les valeurs humaines prévalent. Si, contractuellement, les coachs n'ont pas vraiment de droit à faire valoir, ils peuvent compter sur la



■ Nadir Leknaoui du NAHD, le dernier coach à avoir quitté un club.

(Photo > D. R.)

bienvieillance de leur joueur. L'année 2021 commence mal pour Bouzidi qui se trouve ainsi à la mode des grands rayons des entraîneurs partants. Premier à faire ses valises, remercié par la JSK, un club n'ayant jamais connu la relégation en deuxième division au monde, depuis son accession dans l'élite (1969), elle est pourtant l'équipe la plus titrée en Algérie. Son successeur qui entamera le 41^e temps dès ce mercredi, n'aura pas la tâche facile, bien que les joueurs promettent de poursuivre l'aventure des victoires. On en saura un peu plus lorsque le président Mellal décidera d'animer une conférence de presse.

Denis Lavagne pressenti...

Cet ex-entraîneur français du CS Constantine âgé de 57 ans en poste depuis décembre 2018, limogé de son poste, trois jours après la défaite concédée à domicile face au MC Alger (2-3) dans le cadre de la 15^e journée du championnat de Ligue 1 de football, avait accepté de résilier son contrat qui courrait encore jusqu'en juin 2020, en remplacement d'Abdelkader Amrani qui avait conduit le CSC au 2^e titre de champion d'Algérie de son histoire au terme de la saison 2017-2018, 21 ans après un premier remporté en 1997.

En 2018, l'entraîneur Casoni disait au lendemain de son limogeage : «Quand on part entraîner en Algérie, souvent tu es là pour

deux, trois mois à peine. Quand on voit le championnat actuel, sur 16 équipes, 10 entraîneurs ont déjà été licenciés. Nous, on a tenu un an, c'était un exploit. Il y avait vraiment un public extraordinaire qui était conscient du travail que l'on faisait avec Hakim Malek.

Mais on n'a pas pu aller au bout pour d'autres raisons. Des gens du staff nous ont mis en difficulté, c'est comme ça quand on veut prendre votre place. C'est vraiment dommage, les choses n'ont pas été faites dans le bon ordre. Mais c'est l'Algérie, tout se fait au dernier moment là-bas. Ça reste un pays de vrais passionnés».

Le difficile métier d'entraîneur

2015, le métier d'entraîneur en Algérie est devenu, très difficile, voire même fragile, et ce, à cause du respect des textes régulant cette fonction. En 2015, la Fédération algérienne de football décide de mettre un holà à cette cavalerie en limitant le nombre de licences accordées aux techniciens à deux au maximum par saison et ce contrairement aux années précédentes. Protéger les entraîneurs, en cas de rupture unilatérale de contrat, dans la mesure où ils pourraient saisir la Chambre de résolution des litiges de la FAF, pour faire valoir leurs droits. Les clubs, eux-mêmes, peuvent aussi défendre leurs intérêts auprès

de la même instance, en cas d'abandon de poste ou autre défaillance des entraîneurs. Qu'en est-il aujourd'hui ? La question est de retour «la valse des coaches reprend de plus belle à une cadence qui ne diffère pas tellement de celle des années précédentes».

Enfin, l'ensemble des médias évoquent «la dernière défaite du NA Hussein Dey, subie vendredi dernier au stade du 20-Août 1955, face au leader, l'ES Sétif (0-1). C'était une défaite qui ne fallait pas pour l'entraîneur Nadir Leknaoui, lequel, sans détours, décide de quitter le club juste après la fin de la rencontre, reconnaissant avoir échoué dans sa mission. Départ du coach confirmé par le directeur sportif du club, Chaâbane Merzekane qui estime que leur entraîneur «a fait du bon travail, même si l'avenir d'un entraîneur reste souvent tributaire des résultats». Pour sa part, Lekanoui déclare «qu'il ne pouvait plus continuer car les résultats ne suivaient pas. Il n'a jamais pu faire jouer l'équipe qu'il a voulue. Il prépare un onze avec un système et le tout change à la dernière minute», rapporte un confrère.

H. Hichem

A voir

- BelN Sports 2 : Toulouse - Paris FC à 20h
- BelN Sports 3 : Tottenham - Brentford à 20h45

La Der

WAT : L'élection d'un nouveau Conseil d'administration de la SSPA à nouveau reportée

L'assemblée générale des actionnaires de la société sportive par actions du WA Tlemcen, qui devait avoir lieu samedi pour élire un nouveau conseil d'administration et son président, a été reportée pour la deuxième fois en raison de l'absence de la quasi-totalité de ses membres, a indiqué le président du club sportif amateur, actionnaire en majorité dans la société. Nacereddine Souleyman a déclaré dimanche à l'APS que ce rendez-vous est vital pour l'avenir de la SSPA du club de Ligue 1 de football, «vu la situation délicate qu'il traverse sur tous les plans». «Nous visons la restructuration de la SSPA du club, à travers la désignation d'un nouveau conseil d'administration

capable de faire face aux défis qui attendent le WAT après son retour parmi l'élite qu'il avait quittée il y a de cela sept années», a encore expliqué le même responsable qui a présidé la SSPA la saison passée. «Personnellement, j'ai tout préparé pour que notre club soit sur de bons rails. La preuve, nous sommes parmi les rares formations à avoir réussi à se faire délivrer la licence professionnelle. Il appartient à présent aux actionnaires d'assumer leurs responsabilités», a-t-il ajouté. La SSPA du club de l'extrême ouest du pays est toujours sans président après la démission de Réda Abid, quelques jours après sa désignation au poste de patron du conseil

d'administration en septembre dernier, rappelle-t-on. Par ailleurs, et concernant l'avenir de l'entraîneur Aziz Abbes, très critiqué dans l'entourage du club depuis le début de saison à cause du mauvais départ de l'équipe en championnat, le boss du CSA/WAT a refusé de se prononcer, jetant la balle dans le camp du futur conseil d'administration pour «statuer sur le sort du coach». Après six journées de championnat, le WAT court toujours après sa première victoire. Les protégés d'Aziz Abbes ont récolté seulement quatre points sur 18 possibles, ne parvenant à inscrire qu'un seul but.